



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 1.10.2024
C(2024) 7013 final

Micheál Martin
Ministre des
affaires étrangères d'Irlande
Iveagh House, 80 St Stephen's Green,
Dublin 2, D02 VY53

Objet: Notification 2024/0374/IE

Partie 5 de la loi sur la réforme électorale 2022

**Émission d'un avis circonstancié, conformément à l'article 6,
paragraphe 2, de la Directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

**Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la
Directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités irlandaises ont notifié à la Commission, le 3 juillet 2024, le projet «*Partie 5 de la loi sur la réforme électorale 2022*» (ci-après dénommé «le projet notifié»).

Selon le message de notification, l'intention du projet notifié est de protéger l'intégrité des élections en Irlande contre la désinformation en ligne, la mésinformation en ligne et les comportements inauthentiques et/ou manipulateurs en ligne. Pour atteindre ces objectifs, le projet notifié introduit une infraction pénale consistant en «la production, la publication ou la promotion de plusieurs types d'informations, y compris la désinformation sur les processus électoraux, et l'utilisation de robots non divulgués». Elle impose en outre certaines obligations aux fournisseurs de plateformes en ligne en ce qui concerne la diffusion de ces contenus illicites et d'autres contenus préjudiciables sur leur service. Selon le projet notifié, l'*An Coimisiún Toghcháin* (ci-après la «commission électorale») sera chargée de fonctions de surveillance et d'enquête en ce qui concerne la diffusion de désinformation en ligne relative aux processus électoraux, de mésinformation en ligne relative aux processus électoraux ainsi que de fonctions visant à prévenir les comportements manipulateurs ou inauthentiques en ligne dans le contexte des processus électoraux.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Le 23 juillet 2024, la Commission a adressé aux autorités irlandaises une demande d'informations supplémentaires afin d'obtenir des éclaircissements concernant le projet notifié. Les réponses apportées par les autorités irlandaises le 30 juillet 2024 sont prises en compte dans l'évaluation suivante.

L'examen des dispositions pertinentes notifiées a conduit la Commission à émettre l'avis circonstancié suivant.

1. Introduction

La Commission prend note du message de notification, selon lequel le projet notifié poursuit l'objectif de protéger l'intégrité des élections en Irlande contre la désinformation en ligne, la mésinformation en ligne et les comportements inauthentiques et/ou manipulateurs en ligne.

La Commission partage les objectifs du projet notifié, à savoir lutter contre la diffusion de contenus illicites et préjudiciables en ligne, qui sont alignés sur ceux du cadre juridique de l'Union pour les services en ligne, en particulier le règlement (UE) 2022/2065 (règlement sur les services numériques, ci-après «DSA»).⁽²⁾ La Commission partage également l'objectif de mieux protéger l'espace d'information en ligne contre la désinformation, ce qui est essentiel pour préserver nos processus démocratiques, en particulier dans le contexte des élections.

La Commission supervise et applique activement le DSA en ce qui concerne les très grandes plateformes en ligne («TGLP») et les très grands moteurs de recherche en ligne («TGMRL») désignés, y compris en ce qui concerne leurs obligations d'identifier, d'analyser, d'évaluer et d'atténuer les risques systémiques liés aux processus électoraux.⁽³⁾ À cet égard, en avril 2024, la Commission a publié une communication fournissant des orientations visant à aider les fournisseurs de TGLP et de TGMRL à respecter leur obligation d'atténuer les risques spécifiques liés aux processus électoraux.⁽⁴⁾

Dans ce contexte, la Commission tient à rappeler que le DSA prévoit des règles horizontales efficaces à l'échelle de l'Union pour résoudre certains des problèmes que le projet notifié vise à résoudre. En particulier, le DSA établit un cadre juridique pleinement harmonisé en vertu duquel, entre autres, les fournisseurs de services d'hébergement et les fournisseurs de plateformes en ligne sont tenus de lutter contre les contenus illicites et

²⁾ Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques), JO L 277 du 27.10.2022, p. 1-102.

³⁾ [La Commission ouvre une procédure formelle à l'encontre de X au titre du DSA \(europa.eu\)](#) Le 18 décembre 2023, la Commission a ouvert une procédure formelle d'examen afin d'évaluer si X a pu enfreindre le DSA, y compris en ce qui concerne l'efficacité des mesures prises pour lutter contre la manipulation de l'information sur la plateforme, notamment l'efficacité des politiques visant à atténuer les risques pour le discours civique et les processus électoraux.

[La Commission ouvre une procédure formelle à l'encontre de Meta \(europa.eu\)](#) Le 30 avril 2024, la Commission a ouvert une procédure formelle d'examen afin de déterminer si Meta, en ce qui concerne à la fois Facebook et Instagram, a enfreint le DSA, y compris en ce qui concerne les mesures d'atténuation mises en place pour lutter contre la diffusion de publicités trompeuses, les campagnes de désinformation et les comportements inauthentiques coordonnés dans l'Union.

⁴⁾ Communication de la Commission — Lignes directrices de la Commission à l'intention des fournisseurs de très grandes plateformes en ligne et de très grands moteurs de recherche en ligne sur l'atténuation des risques systémiques pour les processus électoraux conformément à l'article 35, paragraphe 3, du règlement (UE) 2022/2065, C/2024/2537, JO C, C/2024/3014 du 26.4.2024 [EUR-Lex - 52024XC03014 - FR - EUR-Lex \(europa.eu\)](#).

préjudiciables en ligne. Plus généralement, ce cadre juridique pleinement harmonisé, applicable aux fournisseurs de services intermédiaires en ligne, vise à protéger efficacement les droits fondamentaux de leurs utilisateurs consacrés par la Charte. En tant que règlement de l'Union, le DSA est directement applicable dans tous les États membres, sans qu'il soit nécessaire d'adopter des mesures d'exécution.

2. Avis circonstancié

2.1 Évaluation à la lumière du règlement (UE) 2022/2065

a) Applicabilité du DSA au projet notifié

Le projet notifié relève du champ d'application du DSA.

Premièrement, en ce qui concerne le champ d'application personnel des dispositions notifiées, le projet notifié définit les obligations applicables aux fournisseurs de plateformes en ligne. Dans leurs réponses à la demande d'informations complémentaires adressée par la Commission, les autorités irlandaises confirment que le projet notifié est destiné à s'appliquer aux fournisseurs de services intermédiaires au sens de l'article 3, point g), du DSA, y compris les fournisseurs de plateformes en ligne.

Le DSA s'applique à tous les fournisseurs de services intermédiaires en ligne proposant leurs services dans l'Union, y compris les plateformes en ligne telles que définies à l'article 3, point i), de celui-ci. Le DSA est devenu pleinement applicable à partir du 17 février 2024 à tous les fournisseurs de services intermédiaires en ligne. Pour les fournisseurs de services désignés par la Commission en tant que TGLP et TGMRL, conformément à l'article 33, paragraphe 4, du DSA, les obligations supplémentaires énoncées au chapitre III, section 5, du DSA s'appliquaient quatre mois après leur désignation. ⁽⁵⁾

Deuxièmement, en ce qui concerne le champ d'application matériel du projet notifié, le message de notification précise que le projet notifié vise à lutter contre la désinformation et la mésinformation en ligne concernant les processus électoraux. À cette fin, il impose des obligations aux fournisseurs de services intermédiaires en ligne, principalement aux plateformes en ligne, afin de lutter contre la présence de contenus illicites et préjudiciables sur leurs services. En particulier, le projet notifié impose des obligations spécifiques aux fournisseurs de services intermédiaires en ligne pendant les périodes de campagne électorale en ce qui concerne les contenus illicites (contenus qualifiés de désinformations électorales en ligne au titre du projet notifié) ⁽⁶⁾ et d'autres contenus et pratiques préjudiciables (contenus qualifiés de mésinformations électorales en ligne au titre du projet notifié et comportements manipulateurs ou inauthentiques entourant les élections). En outre, le chapitre 5 annonce la publication de codes de conduite obligatoires concernant les informations relatives aux processus électoraux en ligne qui peuvent être adressées, entre autres, aux fournisseurs de services intermédiaires en ligne.

⁵ (O)Au moment de l'émission du présent avis circonstancié, la Commission a officiellement désigné 17 très grandes plateformes en ligne (ci-après les «TGLP») et deux très grands moteurs de recherche en ligne (ci-après les «TGMRL») le 25 avril 2023; trois autres très grandes plateformes en ligne le 20 décembre 2023; une autre le 26 avril 2024; une autre le 31 mai 2024; et la dernière le 10 juillet 2024.

⁶ (O)Le projet notifié clarifie la notion de désinformation électorale en ligne, qui est qualifiée de contenu illégal en droit national irlandais.

En outre, dans le contexte de la présente notification, les autorités irlandaises ont également expliqué que, à la lumière des évolutions législatives dans l'Union européenne depuis l'adoption de la loi sur la réforme électorale 2022, la proposition de modification de la partie 5 de cet acte législatif vise à aligner et à harmoniser ses dispositions avec celles du DSA.

Le projet notifié relève donc des domaines entièrement harmonisés du DSA.

b) Évaluation au regard du champ d'application du DSA

La Commission tient à souligner que le DSA vise à contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur des services intermédiaires en établissant des règles pleinement harmonisées pour un environnement en ligne sûr, prévisible et fiable. En particulier, il établit un cadre réglementaire pleinement harmonisé concernant l'obligation de rendre compte et les responsabilités des fournisseurs de services intermédiaires en ce qui concerne leurs obligations de lutter contre les contenus illicites et préjudiciables sur leurs services. Le considérant 9 du DSA explique que le présent règlement vise à «*lutter contre la diffusion de contenus illicites en ligne et contre les risques pour la société que la diffusion d'informations trompeuses ou d'autres contenus peut produire, et dans lequel les droits fondamentaux consacrés par la Charte sont efficacement protégés*». Grâce à cet ensemble commun de règles, le DSA prévient les obstacles réglementaires au sein du marché unique européen.

Dans ce contexte, la Commission rappelle que, en tant que règlement, le DSA n'autorise pas d'exigences nationales supplémentaires, sauf disposition expresse contraire.⁽⁷⁾ En effet, conformément à l'article 288 du TFUE, les règlements sont directement applicables dans l'ensemble de l'Union. Contrairement aux directives, les mesures nationales d'exécution ne sont donc pas autorisées en ce qui concerne les règlements, sauf si le règlement lui-même laisse aux États membres le soin d'adopter les mesures législatives, réglementaires, administratives et financières nécessaires pour assurer l'application effective des dispositions dudit règlement.

La Commission souligne que, dans la mesure où le projet notifié poursuit le même objectif que le DSA en ce qui concerne la lutte contre la désinformation et les effets négatifs sur le discours civique et les processus électoraux de contenus illicites et préjudiciables en ligne, certaines de ses dispositions relèvent du domaine harmonisé du DSA.

Notamment, la Commission observe que l'article 148, paragraphe 1, du projet notifié crée une obligation pour les fournisseurs de services intermédiaires de notifier à la commission électorale la désinformation, la mésinformation relative au processus électoral ou le comportement manipulateur ou inauthentique sur leurs services. Il convient de rappeler dans ce contexte que le DSA établit déjà les cas dans lesquels les fournisseurs de services intermédiaires informent les autorités judiciaires ou administratives nationales de la présence de contenus illicites spécifiques. En particulier, l'article 18 du DSA prévoit que, lorsqu'un fournisseur d'hébergement a connaissance de toute information laissant soupçonner qu'une infraction pénale impliquant une menace pour la vie ou la sécurité d'une ou de plusieurs personnes a eu lieu, est en cours ou est susceptible d'avoir lieu, il informe rapidement les autorités répressives ou judiciaires de l'État membre ou des États membres concernés de ses soupçons et fournit toutes les

⁷ (O)Affaire 40/69, Bollmann EU:C:1970:12, point 4; Affaire 74/69, Krohn EU:C:1970:58, points 4 et 6; et les affaires jointes C-539/10 P et C-550/10 P, Stichting Al-Aqsa EU:C:2012:711, point 87 (sur le risque de divergences de définitions en vertu du droit de l'Union et du droit national).

informations pertinentes disponibles. Il convient de rappeler dans ce contexte que le DSA harmonise déjà pleinement les cas dans lesquels les fournisseurs de services intermédiaires sont tenus d'informer les autorités judiciaires ou administratives nationales de la présence de contenus illicites spécifiques et que, par conséquent, les États membres sont empêchés de compléter le cadre du DSA à cet égard.

En outre, l'article 148, paragraphe 2, du projet notifié prévoit la transmission des évaluations des risques réalisées par les TGLP et les TGMRL en vertu de l'article 34, paragraphe 1, du DSA du coordinateur irlandais du service numérique à la commission électorale. ⁽⁸⁾ Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'article 56, paragraphe 2, du DSA dispose que la Commission dispose d'une compétence exclusive en ce qui concerne le chapitre III, section 5, à savoir l'évaluation des risques et les mesures d'atténuation, et que la transmission de l'évaluation des risques elle-même n'est en fait pas envisagée, même à la Commission. Ce qui est inclus dans le système du DSA est la transmission, conformément à l'article 42, paragraphe 4, point a), d'un rapport exposant les résultats de ces évaluations des risques, tant à la Commission qu'au coordinateur des services numériques de l'État membre d'établissement. En outre, seul ce rapport est mis à la disposition du public, et uniquement après réception du rapport d'audit correspondant. Par conséquent, il est clair que le système établi par le DSA ne prévoit pas la circulation des évaluations des risques en tant que telles. Dans ce contexte, il est également clair que, si l'article 49, paragraphe 2, du DSA protège l'existence de mécanismes de coopération entre un coordinateur pour les services numériques et d'autres autorités nationales, une telle coopération ne saurait être interprétée comme autorisant une disposition telle que l'article 148, paragraphe 2. ⁽⁹⁾

Sur la base des éléments ci-dessus, la Commission considère donc que l'article 148, paragraphes 1 et 2, du projet notifié chevauche et complète le régime pleinement harmonisé défini dans le DSA. Pour les raisons exposées ci-dessus, l'article 148, paragraphes 1 et 2, du projet notifié est réputé incompatible avec l'harmonisation maximale réalisée dans le DSA.

c) Système de surveillance et d'exécution

Afin de garantir que le DSA soit pleinement efficace dans la poursuite d'objectifs tels que la lutte contre la désinformation et les effets négatifs des contenus illicites et préjudiciables en ligne sur le discours civique et les processus électoraux, qui fait également l'objet du projet notifié, il est essentiel de garantir la pleine efficacité du DSA et de préserver son effet d'harmonisation ainsi que son système de surveillance et d'exécution, qui est essentiel pour atteindre ces objectifs.

Conformément au chapitre IV du DSA, la surveillance et l'application du DSA reposent sur une coopération étroite entre, d'une part, les coordinateurs nationaux désignés pour les services numériques (et d'autres autorités compétentes) en vertu du principe du pays d'origine et, d'autre part, la Commission.

⁸ (8) Dans leur réponse à la demande d'informations supplémentaires, les autorités irlandaises ont précisé que la commission électorale n'est pas destinée à être désignée en tant qu'autorité compétente au sens de l'article 49 du DSA.

⁹ (9) Dans ce contexte, il convient également de rappeler qu'en vertu de l'article 84 du DSA, les coordinateurs pour les services numériques et les autorités compétentes sont tenus de préserver le secret professionnel des informations reçues en vertu du DSA.

Dès lors, dans la mesure où l'article 148, paragraphe 1, va au-delà de ce qui est ouvert à un État membre en raison de l'effet d'harmonisation du DSA, conférer la fonction de contrôle en ce qui concerne les exigences énoncées dans cette disposition à la commission électorale — un organisme qui n'est pas, comme l'ont confirmé les autorités irlandaises, une «autorité compétente» au sens du DSA — est également contraire à ce règlement, qui établit un cadre spécifique de contrôle et d'exécution.

La Commission invite donc les autorités irlandaises à veiller à ce que le projet notifié ne remette pas en cause l'architecture de supervision et d'application du DSA.

d) *Absence d'obligations générales de surveillance*

Sur la base des informations mises à la disposition de la Commission, il n'est pas clair que les fournisseurs de plateformes en ligne comprendront l'étendue de leurs obligations au titre de l'article 148, paragraphe 1, du projet notifié. En particulier, comme décrit ci-dessus, en vertu de cette disposition, les fournisseurs de plateformes en ligne sont tenus de notifier la commission électorale de la désinformation sur le processus électoral, de la mésinformation sur le processus électoral ou du comportement manipulateur ou inauthentique disponible sur leurs services lorsque le fournisseur est convaincu, lorsqu'il en a effectivement connaissance, que le contenu en question relève de l'une de ces catégories. Le projet notifié ne précise pas comment les fournisseurs de plateformes en ligne doivent acquérir ces connaissances pour déterminer si certains contenus répondent à la définition de ces catégories.

Compte tenu de la nature large des catégories de contenus soumises à l'obligation et de la difficulté qui pourrait être rencontrée dans la pratique pour déterminer si un contenu particulier remplit les conditions requises, la Commission craint que les fournisseurs de plateformes en ligne puissent comprendre qu'ils sont censés effectuer des tâches supplémentaires de vérification, de suivi ou d'établissement des faits.

Ainsi, sur la base des informations dont dispose la Commission, il ne saurait être exclu que les obligations énoncées à l'article 148, paragraphe 1, du projet notifié soient interprétées, par les fournisseurs de services intermédiaires, en particulier les plateformes en ligne, comme leur imposant une obligation d'effectuer des exercices généraux d'enquête et de surveillance du contenu disponible sur leurs services, ce qui serait contraire à l'article 8 du DSA.

Pour les raisons susmentionnées, la Commission émet un avis circonstancié conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

La Commission rappelle aux autorités irlandaises que, conformément à cette disposition, l'émission d'un avis circonstancié impose à l'État membre qui est l'auteur du projet de règle technique notifié concerné de reporter son adoption de quatre mois à compter de la date de sa notification. Ce délai prend donc fin le 4.11.2024.

En outre, la Commission attire l'attention des autorités irlandaises sur le fait que, en vertu de la même disposition, l'État membre destinataire d'un avis circonstancié est tenu d'informer la Commission de l'action qu'elle entend entreprendre à l'égard d'un tel avis.

Si les autorités irlandaises ne respectent pas les obligations prévues par la directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet notifié à l'examen est adopté sans tenir compte des objections soulevées ou contraires au droit de l'Union, la Commission se réserve le droit d'engager une procédure contre l'Irlande conformément à l'article 258 du TFUE.

3. Observations

En ce qui concerne l'article 6 du DSA

La Commission note qu'en vertu du projet notifié, et en particulier de l'article 166, la désinformation sur les processus électoraux constituerait un «contenu illégal» au sens de l'article 3, point h), du DSA. Cela est confirmé par les autorités irlandaises dans leur réponse à la demande de renseignements supplémentaires.

Les autorités nationales restent compétentes pour légiférer, dans le respect du droit de l'Union, en ce qui concerne l'illégalité de certains types de contenu. L'article 3, point h), du DSA définit le contenu illicite comme *«toute information qui, en soi ou par rapport à une activité, y compris la vente de produits ou la fourniture de services, n'est pas conforme au droit de l'Union ou au droit d'un État membre qui est conforme au droit de l'Union, quel que soit l'objet précis ou la nature précise de ce droit»*.

La Commission note que l'article 166 du projet notifié crée une infraction pénale pour *«une personne ou tout directeur d'un organisme ou d'une association»* qui *«publie ou promeut»* en ligne, au cours d'une campagne électorale en Irlande, certains types d'informations, y compris, mais pas seulement, la désinformation sur le processus électoral. À cet égard, la Commission note que le régime de responsabilité du chapitre II du DSA établit clairement les conditions dans lesquelles les services intermédiaires peuvent être tenus responsables du contenu transmis dans leur service. En particulier, l'article 6 du DSA harmonise pleinement les exemptions de responsabilité pour les fournisseurs de services d'hébergement pour le contenu qu'ils intermédiennent.

Bien que ces exonérations semblent être reproduites à l'article 148A, la Commission craint que l'article 166 puisse être interprété d'une manière qui exclut l'applicabilité de ces exonérations, au moyen d'une interprétation extensive des notions de «publier» ou de «promouvoir», ou des moyens par lesquels un fournisseur peut établir le respect des conditions d'exonération, encore une fois en assimilant les notions utilisées dans le texte aux «connaissances réelles» visées à l'article 6 du DSA. Des interprétations aussi larges du texte du projet irlandais le rendraient incompatible avec l'article 6 du DSA dans la mesure où elles conduiraient à établir la responsabilité de l'intermédiaire en ligne pour des actes de tiers dans des situations où le DSA a prévu une exonération de responsabilité. ⁽¹⁰⁾ La Commission invite les autorités irlandaises à veiller à ce que la loi

¹⁰ (10) La jurisprudence de la CJUE a clarifié l'applicabilité de l'exemption de responsabilité limitée prévue à l'article 14 de la directive sur le commerce électronique (désormais remplacé par l'article 6 du DSA) en ce qui concerne les contenus de tiers intermédiés sur des services d'hébergement, y compris en l'absence d'un rôle purement neutre (affaire C-324/09 et affaires jointes C-682/18 et C-683/18).

finale clarifie ce point d'une manière alignée sur le DSA, notamment en précisant dans quelle mesure le projet de loi notifié était destiné à inclure les intermédiaires en ligne dans le champ d'application de l'article 166.

En ce qui concerne l'article 56 du DSA

La Commission note que les autorités irlandaises ont précisé dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires que l'intention du projet notifié est de répondre à des cas spécifiques de désinformation sur le processus électoral et/ou, le cas échéant, à des comportements manipulateurs ou inauthentiques susceptibles d'apparaître sur les services intermédiaires. Toutefois, il ne ressort pas clairement du projet notifié si la commission électorale avait également des compétences allant au-delà des cas spécifiques d'un contenu lié à la désinformation sur le processus électoral et/ou à un comportement manipulateur ou inauthentique pour couvrir également les risques systémiques résultant du contenu relatif aux processus électoraux, au sens de l'article 34 du DSA, et des mesures d'atténuation connexes, au sens de l'article 35 du DSA, et empiète donc sur la compétence exclusive de la Commission pour la surveillance et l'application des règles énoncées au chapitre III, section 5, du DSA vis-à-vis des TGLP et des TGMRL. En particulier, l'article 145 du projet notifié charge la commission électorale de «surveiller» la diffusion de la désinformation sur le processus électoral, des comportements manipulateurs ou inauthentiques, et *«les tendances en ce qui concerne la désinformation sur les processus électoraux, la désinformation sur le processus électoral et les comportements manipulateurs ou inauthentiques»*.

L'article 56 du DSA établit la répartition des compétences en matière de surveillance et d'application dudit règlement entre les autorités compétentes des États membres et la Commission. Dans ce contexte, il convient de rappeler que, comme l'ont indiqué les autorités irlandaises dans leurs réponses à la demande d'informations complémentaires envoyée par les services de la Commission, la commission électorale n'est pas une autorité compétente aux fins du DSA. En particulier, l'article 56, paragraphe 2, du DSA reconnaît la compétence exclusive de la Commission pour la surveillance et l'application des règles énoncées au chapitre III, section 5, du DSA à l'égard des TGLP et des TGMRL, y compris les obligations relatives à l'évaluation et à l'atténuation des risques systémiques pour les processus électoraux énoncées aux articles 34 et 35 du DSA.

La Commission invite les autorités irlandaises à préciser dans le texte final de la loi que les compétences de la commission électorale ne couvrent pas les questions abordées en particulier aux articles 34 et 35 du DSA, pour lesquelles la Commission est seule compétente.

La Commission invite les autorités irlandaises à tenir compte des observations formulées ci-dessus afin de veiller à ce que la législation nationale soit adoptée et appliquée conformément au droit de l'Union applicable.

Les services de la Commission sont ouverts à une coopération et à une discussion étroites avec les autorités irlandaises sur les solutions possibles aux problèmes identifiés, dans le plein respect du droit de l'Union.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'expression de ma haute considération.

Pour la Commission,

Margrethe Vestager
Vice-présidente exécutive

